

# AEF

## 50 ans de l'Inserm : trois syndicats organisent leur propre colloque pour "donner la parole aux personnels"

Par [René-Luc Bénichou](#)

Alors que se tient un colloque célébrant le cinquantenaire de l'Inserm à la Sorbonne, à Paris, le 3 avril 2014 ([lire sur AEF](#)), trois syndicats représentatifs de l'organisme (SNTRS-CGT, SNCS-FSU et Sgen-CFDT-Recherche EPST) ont tenu un autre colloque intitulé "Les 50 ans de l'Inserm vus par les personnels", le 2 avril à Paris. "Ce n'est pas un contre-colloque, mais comme le comité d'organisation du colloque officiel n'a pas donné toute la place que nous souhaitons aux personnels, préférant mettre en avant la position institutionnelle de l'institut, nous avons décidé d'organiser cette journée pour leur donner la parole", explique Jean Kister, secrétaire général adjoint du SNTRS. Ce colloque revient sur les conséquences de l'évolution du paysage de la recherche sur les conditions de travail des personnels chercheurs, ingénieurs, techniciens et administratifs.

"L'Inserm a tiré vers le haut toute la recherche biomédicale et en santé grâce à des laboratoires régulièrement évalués et à des personnels de haut niveau qui avaient le temps de prendre des risques grâce à des financements pérennes", explique Rose Katz, ancienne présidente du conseil scientifique (1995-1999). Elle s'exprime lors d'une conférence de presse donnée en marge du colloque "Les 50 ans de l'Inserm vus par les personnels", organisé le 2 avril par le SNTRS-CGT, le SNCS-FSU et le Sgen-CFDT Recherche EPST. "Cette nécessité d'un temps long et de liberté est aujourd'hui mise à mal. En recherche, on ne peut pas se focaliser sur un thème à l'instant 't' – le cancer par exemple – et délaisser tout le reste."

### "EXPLOSION DES PRÉCAIRES"

"Cette évolution est liée à la montée en puissance des financements finalisés (ANR, associations caritatives, plans gouvernementaux sur le cancer, etc.), qui échappent aux instances scientifiques", renchérit Jean Kister. "De plus, les 'big pharmas', qui ferment des laboratoires parce que la recherche leur coûte trop cher en interne, demandent maintenant à la recherche publique de faire la preuve des concepts. Or ce n'est pas aux chercheurs du public de prendre des risques à la place des industriels."

La "finalisation" de la recherche, à travers la montée en puissance des appels à projets, s'est notamment traduite par une "explosion des précaires", rappelle Jean Kister. "Il y a 3 000 précaires à l'Inserm et on ne peut embaucher chaque année que 70 chercheurs et une centaine d'ITA (ingénieurs, techniciens et administratifs)", chiffre-t-il, ajoutant que "l'augmentation du nombre des personnels précaires se traduit aussi par une augmentation des frais indirects de la recherche, qui n'ont pas été anticipés". "Quant à l'application de la loi Sauvadet, elle s'est traduite à l'Inserm, en 2012-2013, par 37 CDI (dont une dizaine ont dû être obtenus au tribunal) et 18 examens réservés."

### "ÉCRASEMENT DES SALAIRES"

"L'écrasement des salaires pose aussi des difficultés d'attractivité", signale Daniel Steinmetz, secrétaire général du SNTRS : "En 1983, un jeune chercheur était embauché à un salaire supérieur de 85 % au Smic, et les ingénieurs et techniciens gagnaient 50 % de plus que le Smic", illustre-t-il. "Aujourd'hui, un jeune chercheur est recruté à 40 % de plus que le Smic et les techniciens à 5 % de plus, parce que le point d'indice de la fonction publique a chuté." "C'est pour cela que nous condamnons fermement la prime d'excellence scientifique, réservée à une minorité", ajoute Jean-Luc Carrier, du Sgen-CFDT Recherche EPST. "Son financement serait mieux employé à donner davantage de perspectives de recrutement aux jeunes et aux évolutions en cours de carrière."